



Séance ordinaire du vendredi 21 décembre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt et un décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN, Yvon PELLET, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-Marc ALAUZET, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Isabelle GIANIEL, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Eric PENSO, Christophe COUR.

Transports et Mobilité - Tramway cinquième ligne - Convention de maîtrise d'ouvrage déléguée à la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole pour la réalisation des travaux de reconstitution sur le site de la station de potabilisation François Arago et des réservoirs de Montmaur - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier entre Lavérune et Prades-le-Lez.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil de Métropole a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Métropole, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 5^{ème} ligne de tramway.

Par délibération n°11737 du 25 juillet 2013, le Conseil s'est prononcé sur l'intérêt général de la réalisation de cette opération.

Par arrêté n°2013-I-1656, du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Lavérune/Clapiers de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

Conformément aux recommandations de la commission d'enquête, cette opération a débuté par le bouclage de la Ligne 4, inauguré le 1^{er} juillet 2016, qui constitue le premier maillon de la ligne 5 de tramway.

Par délibération n°M2018-149 du 26 avril 2018, le Conseil a approuvé la demande de prorogation de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) de la Ligne 5 et par arrêté n°2018-I-638, du 13 juin 2018, Monsieur le Préfet de l'Hérault a prorogé la DUP pour 5 ans.

La réalisation de la Ligne 5 rend nécessaire l'acquisition des emprises suivantes :

- 368 m² sur la parcelle cadastrée section AL28,
- 135 m², 6 m² et 20 m² sur la parcelle cadastrée section AL31.

L'emprise partielle entraîne la nécessité de reconstituer le mur de clôture le long de la route de Mende et certaines installations impactées.

Ces travaux de reconstitution incombent à la Métropole en sa qualité d'autorité expropriante.

La Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole est gestionnaire de la station de potabilisation Arago et des réservoirs de Montmaur sur le territoire de la commune de Montpellier, situés sur les parcelles AL28 et AL31, propriétés de la commune de Montpellier et d'une superficie de 27 335 m².

La Régie a programmé des travaux sur ces sites liés au renforcement d'un étage de pression de la commune (« étage 105 ») et ces sites présentent des conditions particulières de sécurité et d'intervention liées à l'activité exercée sur lesdits sites.

Il est donc convenu que la maîtrise d'ouvrage des travaux de reconstitution du mur de clôture le long de la route de Mende et des installations impactées soit confiée à la Régie.

La présente convention a pour objet de définir les conditions financières et techniques de prise en charge des travaux de reconstitution générés par la réalisation de la Ligne 5 sur les parcelles cadastrées AL28 et 31.

Les travaux consistent notamment à empiéter de 5 mètres environ sur le terrain de l'usine de potabilisation, déboiser plusieurs arbres, démolir une colonne d'équilibre, réaliser deux murs en gabions et créer trois accès avec portail et un autre sans portail.

Le coût prévisionnel des travaux de reconstitution s'élève à 493 138 € HT (valeur août 2018).

TaM en sa qualité de mandataire de l'opération Ligne 5 prendra en charge la totalité des travaux sur présentation des justificatifs.

Un premier versement de 40 000 € sera effectué à la demande de la Régie au démarrage des travaux. Puis au fur et à mesure de l'avancement, la Régie adressera un titre de paiement à TaM à l'avancement réel des travaux accompagné d'un récapitulatif des dépenses jusque-là engagées ainsi que les pièces justificatives correspondantes.

Le solde sera versé sur présentation du bilan définitif établissant la totalité des dépenses constatées et réglées par la Régie au titre des ouvrages et après réception des ouvrages.

Compte tenu de l'étroite imbrication des ouvrages, les travaux seront réalisés dans le même planning que ceux de l'étage 105 prévus en 2019 / 2020 sur ce site. La clôture la plus au Sud sera elle réalisée après l'hiver 2021 / 2022, durant lequel le dernier feeder sera réalisé.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention pour la réalisation des travaux de reconstitution sur le site de la station de potabilisation François Arago et des réservoirs de Montmaur,
- autoriser TaM, mandataire de Montpellier Méditerranée Métropole sur le projet ligne 5 de tramway, à signer la convention,
- dire que les crédits nécessaires dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. Thierry BREYSSE, Mme Chantal CLARAC, Mme Carole DONADA, M. Pierre DUDIEUZERE, M. Abdi EL KANDOSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Jean-Marc LUSSET, Mme Véronique PEREZ, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 28/12/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 28 décembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181221-65667A-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/01/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.